

Texte de présentation pour la formation hybride en histoire

par Hervé Laly

Parmi les ressources disponibles en histoire figurent les interventions filmées de Philippe Claus, inspecteur général, qui livre le point de vue institutionnel mais aussi ses convictions personnelles sur l'enseignement de l'histoire, et de Gil Emprin, historien, qui met en parallèle l'histoire des mémoires de la seconde Guerre mondiale et celle de la Haute-Savoie à la même époque. Entre ces deux conférences se glisse une brève réflexion sur les rapports ambigus entre histoire et mémoires.

A l'heure où il vous est demandé de participer avec vos classes à la commémoration de la libération de la Haute-Savoie en 1944, ces différentes contributions sont destinées à nourrir le débat et à vous aider à tracer votre propre chemin : comment profiter d'un moment mémoriel pour faire de l'histoire et selon quelles modalités, c'est en somme la question sous-jacente ?

Philippe Claus insiste sur les vertus civiques de l'histoire qui n'a pas seulement une fonction de connaissance, à son avis. En participant à la construction d'une culture et d'une mémoire communes, la discipline historique contribuerait au « vivre ensemble » dans une société aujourd'hui fragmentée. Sa fonction, ajoute-t-il, est d'être utile à la société. S'appuyant sur un rapport récent, il note que, si les élèves sont loin d'être ignares, ils rencontrent les plus grandes difficultés à mettre en relation leurs connaissances. Pour tenter de surmonter cet obstacle, il recommande l'usage du récit magistral, trop délaissé à son goût à l'école. Selon lui, pratiquer le récit, ne serait-ce qu'un quart d'heure par jour, est bénéfique et intéresse les élèves. Fondé sur la vie des grands personnages, qui peuvent être aussi bien Vercingétorix que la fée électricité, le récit crée du lien, fait office de ciment et à l'école primaire, le maître, dit-il, ne doit pas craindre d'héroïser l'histoire, la fonction critique étant dévolue à l'enseignement secondaire. Selon lui, il ne faut pas avoir peur de s'inscrire dans les pas d'Ernest Lavisse, que l'historien Pierre Nora qualifie « d'instituteur national », auteur d'un manuel d'histoire en 1884, considéré par le même historien comme un évangile républicain, lu par des générations d'élèves. Sur le modèle de ce prestigieux aïeul, Philippe Claus se demande même s'il ne faudrait pas inventer un nouveau « roman national », c'est-à-dire un récit édifiant et en partie merveilleux de l'histoire de France (c'est ainsi que l'on peut définir cette expression), susceptible de mieux fédérer la société française actuelle.

Mais est-ce encore possible ou même souhaitable, à l'heure de la mondialisation et de l'internet ? Peut-on encore, au XXI^e siècle, raconter des histoires aux élèves et à leurs parents, et abandonner la puissance critique de l'histoire aux réseaux sociaux et aux commémorations ? C'est, en substance, l'objet de la deuxième intervention filmée qui s'interroge sur les abus possibles de mémoire au service d'intérêts sociétaux et politiques du moment, c'est-à-dire ce qu'on appelle les usages publics de l'histoire, son instrumentalisation. Selon Hervé Laly, le devoir d'histoire, en s'appuyant bien sûr sur les mémoires sans lesquelles rien n'est possible, devrait, à l'école, l'emporter sur le devoir de mémoire si l'on veut transmettre une histoire juste, fondée sur des mémoires apaisées. Par ailleurs, revisiter compulsivement le passé, voire s'y complaire, ne permet pas de voir ce que le présent a de radicalement neuf et ne peut qu'obérer l'avenir.

Ces rapports étroits et ambigus que la mémoire et l'histoire entretiennent sont déclinés par Gil Emprin pour la seconde Guerre mondiale en parallèle avec l'historiographie de la Résistance en Haute-Savoie. Dès la fin de la guerre, rappelle-t-il, la mémoire gaulliste et la mémoire communiste s'opposent. Jusque dans les années 1960, lié à la Guerre froide, nous assistons à une mise en mémoire, voire à une mise en légende. Il s'agit, par une sorte de volontarisme mémoriel, de construire ou de reconstruire l'unité nationale, de renouer avec le « roman national ». Originalité de la Haute-Savoie, le département reste en grande partie à l'écart de cette bataille mémorielle : c'est l'époque où se construit le mythe de Glières, sorte de France unie en miniature, selon la belle expression de Gil Emprin.

L'ouverture des archives, le film *Le chagrin et la pitié* (1971) la publication de l'ouvrage de l'historien américain Robert Paxton sur la France de Vichy (1973), plus tard le procès du chef de la milice lyonnaise Paul Touvier en 1994 remettent en question ces certitudes mémorielles et amènent à sortir d'une vision par trop manichéenne, à s'intéresser aux zones grises, à l'image de la vie du préfet de l'Isère, Raoul Didkowski, évoquée par Gil Emprin dans sa conférence. Qui est cet homme au sortir de la guerre, se demande-t-il : responsable des déportations de l'été 1942, il s'engage en 1943 dans la Résistance, ce qui lui vaut à son tour d'être déporté ?

Un tel cas démontre à l'envi que se contenter d'honorer la mémoire de la libération de la Haute-Savoie et de la Résistance ne saurait suffire. Un véritable travail d'histoire est à mener avec les élèves si l'on veut leur donner les moyens d'une compréhension relativement fine de cet épisode. Pour ce faire, le récit est certes précieux et incontournable, s'il est documenté et assez fouillé, comme le recommande l'inspecteur général Philippe Claus. Mais

il nous semble tout à fait compatible et même complémentaire d'une démarche de recherche, qui fait confiance aux élèves en les incitant à construire un raisonnement d'ordre historique. Albert Camus, issu d'un milieu pauvre, raconte dans un livre inachevé comment il voue une admiration sans borne à son instituteur, car, écrit-il, « dans les autres classes, on leur apprenait sans doute beaucoup de choses, mais un peu comme on gave les oies. Dans la classe de M. Germain, pour la première fois ils sentaient qu'ils existaient et qu'ils étaient l'objet de la plus haute considération : on les jugeait dignes de découvrir le monde », (Albert Camus, *Le premier homme*, Paris, Gallimard, 1994, p. 164). Tout est dit, me semble-t-il.

Pour cette raison, mais aussi parce que le récit, sans nier aucunement sa nécessité, semble plus facile à mettre en œuvre, ont été ici privilégiées des pistes pour entrer dans une démarche appelée par commodité « d'investigation », qui peut paraître à certains plus intimidante. Nous espérons que le plus grand nombre de collègues pourra faire son miel des ressources et des outils remarquables construits pour eux par le groupe départemental culture humaniste.